

L'implication politique des femmes autochtones au Québec

Synthèse des résultats

Juillet 2022

Équipe de recherche



Héloïse Maertens a obtenu un baccalauréat en sciences sociales à l'Université de Lille en 2019 et une maîtrise en politique autochtone en 2022 à l'École d'études autochtones (ÉÉA) de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT) sous la direction de la professeure Suzy Basile.

Contact : heloise.maertens@uqat.ca



Suzy Basile est professeure à l'UQAT. Elle est également directrice du Laboratoire de recherche Mikwatisiw et titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur les enjeux relatifs aux femmes autochtones.

Contact : suzy.basile@uqat.ca

Financement

Cette recherche a obtenu en 2019 une subvention du Fonds de recherche du Québec - Société et Culture (#2020-NP-267245).

Site Web du Laboratoire

<https://www.uqat.ca/recherche/laboratoire-de-recherche-sur-les-enjeux-relatifs-aux-femmes-autochtones-mikwatisiw/>

Lien pour le mémoire de maîtrise : <https://depositum.uqat.ca/>

Lien pour le rapport de recherche : https://portail.uqat.ca/prf/fr/Suzy-Basile/Documents/Rapport_de_recherche_Implication_politique_femmes_autochtones_Mai%202022.pdf



Genèse et objectifs de la recherche

Cette recherche répond à un besoin exprimé à quelques reprises par les femmes autochtones elles-mêmes lors de consultations menées par le Laboratoire de recherche sur les enjeux relatifs aux femmes autochtones – Mikwatisiw depuis sa création en 2017 et découle de la suggestion de plusieurs cheffes de l'Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador (APNQL). Cette recherche a également reçu une lettre d'appui du Conseil des femmes élues de l'APNQL et elle a été approuvée par le Comité d'éthique de la recherche avec des êtres humains de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue en août 2020.

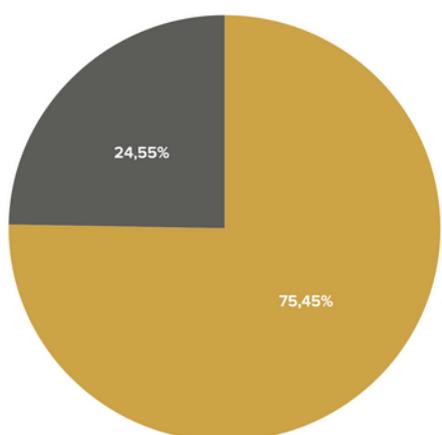
Si les femmes autochtones n'ont obtenu le droit de voter ou d'occuper une fonction politique au sein des conseils de bande seulement en 1951, cela ne signifie pas qu'elles n'aient eu d'autres formes de participation à la gouvernance de leur communauté ou Nation avant cette année. La contribution des femmes était essentielle et se situait dans d'autres sphères qui n'étaient pas directement associées au pouvoir politique telles que l'éducation, l'artisanat ou les services sociaux. Cependant, dans le cadre de cette recherche, nous avons porté notre attention sur cette date clé de l'histoire politique des femmes autochtones et sur leur implication au sein des organes politiques officiels imposés par la *Loi sur les Indiens*.

Ainsi, cette recherche consistait à documenter l'implication politique, passée et actuelle, des femmes autochtones au Québec, de dresser un portrait de leur leadership ainsi que de mettre en lumière les enjeux et les défis auxquels elles sont confrontées. Au total, 20 entrevues ont été réalisées avec des femmes autochtones élues ou anciennement élues et originaires de diverses Premières Nations du Québec. Une recherche documentaire a également été effectuée afin de prendre connaissance de la place des femmes autochtones dans la gouvernance traditionnelle et de l'impact de la colonisation sur leur rôle. Nous avons consulté les travaux de recherche déjà effectués sur l'implication politique des femmes autochtones au Canada. Nous avons aussi fait appel aux participantes, au secrétariat de l'APNQL et au ministère Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada afin d'obtenir divers documents sur l'implication politique contemporaine des femmes autochtones au Québec. La communication avec le ministère s'est révélée compliquée et nous avons dû avoir recours à la *Loi sur l'accès à l'information* (LAI) pour obtenir les documents demandés.

Quelques données

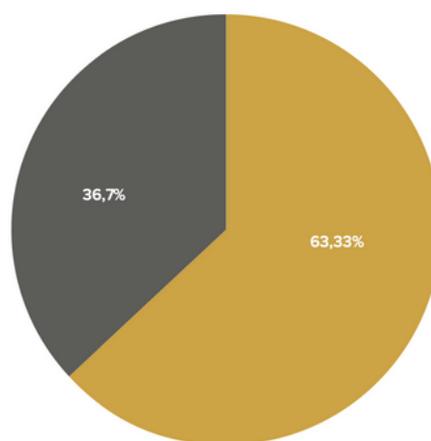
Aujourd'hui, au Canada, un peu plus du tiers des postes de conseillers·ères est occupé par des femmes au sein des communautés des Premières Nations. Les femmes occupant la fonction de cheffe ont une proportion plus faible que pour la fonction de conseillère. En effet, les femmes représentent environ un·e chef·fe sur quatre au Canada (RCAANC, 2021).

Chef·fes (Canada)



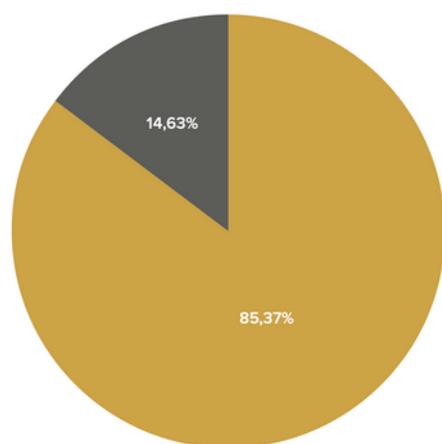
■ Femmes ■ Hommes

Conseillers·ères (Canada)



■ Femmes ■ Hommes

Chef·fes (Québec)



■ Femmes ■ Hommes

Au Québec, la répartition des femmes occupant le poste de conseillère atteint le même taux qu'à l'échelle du Canada, soit environ 37%. Cependant, en ce qui concerne le poste de chef·fe, le taux de femmes est inférieur d'approximativement 10% par rapport au taux canadien (RCAANC, 2021).

Le parcours menant les femmes en politique

Les facteurs déterminants qui ont amené les femmes en politique sont les sollicitations des membres de leur communauté ainsi que celles des membres de leur famille. Par ailleurs, un quart des participantes a précisé que c'étaient des femmes qui les avaient sollicitées. Cela indique que même si les femmes sont moins représentées au sein des conseils de bande, elles participent politiquement à leur manière en exerçant une influence sur les candidatures. Les femmes ont aussi fortement tendance à faire le saut en politique après avoir acquis une longue expérience professionnelle et s'être longuement impliquées au sein de leur communauté. Cette longue expérience professionnelle leur permet de bien connaître les enjeux de leur communauté et d'avoir assez d'expertise pour apporter des solutions politiques. Les participantes expliquent que les facteurs qui facilitent leur implication politique sont notamment le soutien du conjoint, de l'entourage et le mentorat de la part d'ancien·nes élu·es. Aussi, le fait que les femmes élues du Québec se soient dotées d'une instance, le Conseil des femmes élues de l'APNQL, leur permet de discuter d'enjeux qui leur sont propres. Cela semble être un facteur de consolidation du lien et de la solidarité entre les femmes élues, facilitant ainsi leur implication politique. Des participantes ont aussi expliqué que l'adoption de la parité au sein du code électoral peut favoriser la présence des femmes en politique. À ce jour, seules les communautés d'Unamen Shipu et d'Ekuanitshit ont instauré la parité dans leur code électoral.

« Ce sont des femmes qui m'ont approchée pour devenir cheffe, plusieurs d'entre elles m'ont dit : "Allez, viens". Alors, finalement, j'ai dit ok. » (FP18)*

« Je pense aussi qu'il faut être sollicité par des aînés, à mon avis. C'est important d'avoir des aînés de ton côté. (FP1) »

« Aussi, ce dont tu te rends compte quand tu es gestionnaire ou directeur de secteur, tu as comme un pouvoir décisionnel ou d'influence sur ton secteur, mais là où se prennent vraiment les décisions, c'est au niveau du conseil. C'est là que tu peux avoir une influence sur les orientations et les décisions. » (FP4)

« Les femmes, quand elles sont cheffes, c'est tout comme égal, c'est comme un gros échange, c'est l'fun. Elles ont des échanges et ça aide l'unité des femmes. [...] Il n'y en a pas une qui est plus que l'autre, même si elle vient d'une petite communauté ou d'une grande communauté, ça n'a pas d'impact. C'est ça moi que j'ai aimé dans les échanges avec des femmes élues. » (FP19)

*Les participantes sont désignées par les lettres « FP », qui sont les initiales de « femme politique » en français, suivies d'un numéro séquentiel.



Le leadership des femmes

Le leadership politique des femmes se distingue par une aptitude à la conciliation, à l'empathie, à l'écoute et à la collaboration. Elles semblent également se démarquer par leur persévérance et leur résilience. Elles ont une démarche proactive et ont tendance à prioriser les enjeux sociaux. Elles font de la communauté et des générations futures leurs principales préoccupations. Les participantes ont déclaré que les femmes et les hommes n'ont pas la même relation, ni les mêmes responsabilités vis-à-vis du territoire. C'est pourquoi, selon elles, les femmes devraient être mieux consultées à propos des enjeux territoriaux. Elles insistent sur le fait que les enjeux sociaux, territoriaux et économiques sont interdépendants et interreliés. On peut alors qualifier la vision politique des femmes élues comme étant holistique. Le leadership et les priorités des femmes leur permettent d'être motrices d'amélioration du bien-être des communautés, d'avancées sociales et de changements politiques. Elles rappellent également la complémentarité des femmes et des hommes en politique et la nécessité d'un équilibre afin d'aller vers une gouvernance harmonieuse et représentative de tous les enjeux et de tou-tes les membres des communautés.

Je dis toujours : « Je vais regarder pour les futures générations ». [...] parce que je vais toujours travailler dans mon cœur pour les enfants, pour ma communauté. Je pense toujours aux sept générations futures. [...] Mais tout ça, ça fait partie de la pensée des femmes, alors qu'un homme, c'est au jour le jour. (FP10)

« Les femmes [...] veulent discuter plus longtemps, [...] elles veulent avoir un consensus général dans le groupe, s'assurer que les besoins de chacun soient satisfaits. » (FP11)

Par exemple moi, le projet de [prénom] justement, j'étais la seule femme et je l'ai présenté au conseil, mais il y avait un peu de réticence. Ils n'ont pas dit carrément non, mais ils n'avaient pas le goût d'aller jouer là-dedans, mais j'ai dit : « C'est nécessaire ». Il a fallu que je m'affirme plus pour le faire passer. (FP14)

« J'espère vraiment voir plus de femmes cheffes, plus de femmes conseillères. Nous avons besoin de cet équilibre à la table, à tous les niveaux. » (FP5)

Les défis relatifs à la fonction politique

Les principaux défis cités par les participantes au sein de cette recherche sont la forte charge de travail que la fonction politique requiert et qui peut s'alourdir dans le cas des communautés où il n'y pas de politique de rémunération des élues, les difficultés de consensus entre les communautés dans le cadre de négociations avec les gouvernements du Québec et du Canada ou avec des compagnies privées; et le cadre trop restrictif et inadapté du système politique imposé par la *Loi sur les Indiens* qui peut entraîner des conflits entre familles, des contestations du code électoral et un ralentissement de l'avancement des projets des communautés. Les participantes expliquent aussi que, de manière générale, les élu·es sont aussi souvent visé·es par des accusations diffamatoires et que leurs enfants peuvent être intimidés à l'école ou dans la communauté en raison des décisions politiques de leurs parents. Elles ont également nommé le caractère unilatéral de la relation entre les communautés autochtones et les gouvernements du Québec et du Canada ainsi qu'un manque de compréhension et de considération des enjeux autochtones. La distance entre les communautés et les différentes langues parlées représentent aussi un défi logistique selon elles. Enfin, les femmes ont évoqué les discriminations et les stigmatisations racistes auxquelles elles sont exposées dans le cadre de leur fonction politique ou de manière générale dans leur quotidien.

« Que ce soit Legault, que ce soit un autre, [...] ils ne veulent pas entendre, ils ne veulent pas comprendre, ils ne veulent pas partager [...], ils font la sourde oreille. Pour les avoir rencontrés pendant des années les premiers ministres, [...] fédéral et provincial, on n'entend pas ! » (FP3)

« J'ai de la difficulté avec le système imposé par les affaires indiennes, il faut toujours s'en tenir à des règles définies par le gouvernement, des ententes et des financements. Cela te permet juste de sortir la tête de l'eau, puis il faut toujours que tu cherches à trouver les moyens pour réaliser tes projets de société. » (FP2)

« si comme élue tu as pris une décision que les autres n'aiment pas, ce sont tes enfants à l'école [...] ou [...] dans leur vie en communauté qui en subissent les conséquences. » (FP13)

« La politique, c'est violent ici. Oui, cela n'a pas été facile au niveau des relations avec les autres conseils et les autres élus. En plus, il y a eu des dossiers [...] qui ont divisé [...]. Il y a aussi toujours des personnes [...] qui regardent plus leur intérêt personnel. » (FP15)

« Ils (les policiers) m'arrêtaient et ils me disaient : Ton permis n'est pas valide. Je leur disais : Bien sûr que mon permis est valide. Et après ils me remorquaient. C'est du profilage. » (FP10)



Les défis spécifiques aux femmes

Les femmes rencontrent un certain nombre de défis comme la conciliation entre leurs responsabilités familiales et politiques. Elles sont également encore confrontées à des discriminations sexistes. Elles racontent que leurs compétences sont plus facilement remises en question que celles des hommes, que moins d'importance est accordée à leur parole ou à leurs préoccupations et que des hommes politiques semblent encore penser que les femmes ne sont pas aussi légitimes qu'eux en politique. Les participantes déplorent être minoritaires dans les milieux politiques et ont des difficultés à se faire élire. Aussi, plusieurs explications ont émergé lors des entrevues pour expliquer le manque de représentation féminine dans la prise en charge des enjeux territoriaux. Des participantes ont déclaré que c'était une conséquence des politiques coloniales qui ont exclu les femmes de ces processus décisionnels et d'autres ont aussi parlé d'une certaine réticence de la part des hommes autochtones à ce qu'elles se chargent de ce dossier. Des participantes ont aussi déploré le manque de représentation des femmes autochtones dans les discussions impliquant les leaders politiques autochtones et les élu-es politiques du fédéral et du provincial. Les participantes ont également témoigné avoir été victimes d'intimidations ou de harcèlement dans le cadre de leur fonction politique. Ces agissements pouvaient être dus au fait qu'elles soient des femmes ou survenir dans le cadre de rivalités politiques. Elles ont aussi déclaré que leurs enfants ainsi que leur famille proche pouvaient être victimes d'intimidation en raison de la fonction politique qu'elles exercent.

« On dirait que c'est encore les hommes qui ne font pas confiance aux femmes en politique, même s'il y a plusieurs candidats et candidates. Aux dernières élections, il y a quand même eu des candidates et on a seulement été deux à être élues contre quatre hommes conseillers. [...] les hommes ne croient pas assez aux femmes, c'est encore eux qui veulent, je dirais, prendre la place au pouvoir. » (FP1)

« Pendant mon mandat-là, j'essayais beaucoup de faire valoir les droits de la femme, mais tu sais, quand tu travailles seulement qu'avec des gars, il y a un peu de moqueries : "Ah [elle] avec les femmes..." » (FP8)

« C'était un homme [...], il m'a dit : « Si tu n'arrêtes pas de lutter contre la drogue, il va t'arriver quelque chose ». J'ai dit : « Ok, va dire à la personne qui t'envoie que c'est un lâche, il aurait pu me le dire personnellement et ça ne me fait pas peur », mais dans le fond j'avais une peur bleue. » (FP12)

